

Initiatives ministérielles

diminuent et les entreprises procèdent à des mises à pied massives partout au pays.

Les travailleurs qui perdront leur emploi pendant un ralentissement de l'activité dans le secteur automobile seront dans une impasse. Le gouvernement ne réussira pas à s'en tirer uniquement en leur disant qu'ils auront accès à des programmes de formation. Le projet de loi ne garantit absolument pas qu'il y aura de nouveaux programmes de formation dans ma ville de Windsor ou dans une autre ville du Canada, pas plus qu'il ne garantit que ceux et celles qui suivront les nouveaux programmes de formation trouveront des emplois à leur sortie. En fait, dans la ville de Windsor, lorsque l'industrie automobile et les secteurs connexes traversent une période de marasme, il n'y pas d'autres emplois. Avec ce projet de loi cruel et insensible, lorsque éclatera dans l'industrie automobile la crise que beaucoup prédisent pour très bientôt, les gens n'auront d'autres recours que les banques de vivres et les centres municipaux d'assistance sociale. Cela accroîtra le fardeau des municipalités, des gouvernements provinciaux et des contribuables qui les soutiennent, c'est-à-dire tous les Canadiens. Si cette mesure est liée d'une façon ou d'une autre à l'Accord de libre-échange, au lieu de réduire les prestations d'assurance-chômage et d'augmenter le nombre de semaines de travail nécessaires pour y avoir droit, elle devrait offrir ce que le premier ministre a promis, à savoir un généreux programme d'adaptation destiné aux travailleurs qui perdent leur emploi à cause de l'accord.

Non seulement cette mesure ne renferme rien de la sorte, mais elle réduit et élimine des avantages que nous possédons déjà et dont les travailleurs auront de plus en plus besoin au fur et à mesure que les localités canadiennes, surtout celles qui sont dotées d'une base industrielle, commenceront à subir les conséquences de l'Accord de libre-échange que le gouvernement a signé avec les États-Unis.

Au moyen de ce projet de loi, non seulement le gouvernement rompt la promesse qu'il avait faite de fournir aux travailleurs un programme généreux de recyclage, mais il viole aussi la promesse qu'il avait faite, non pas de mettre en péril, mais au contraire de renforcer les programmes sociaux essentiels. Monsieur le Président, cette mesure est tout à fait caractéristique de l'attitude qu'a adoptée le gouvernement surtout depuis qu'il a de nouveau assumé le pouvoir l'automne dernier. Ainsi, il a présenté une mesure de récupération et réduit les pensions de sécurité de la vieillesse et les allocations familiales d'un grand nombre de Canadiens. Cette mesure-ci, je le prédis, va

toucher un nombre encore plus grand de Canadiens dans les années à venir. Après avoir réduit les services de transport-voyageurs ferroviaires essentiels au moyen de son projet de loi tendant à émasculer VIA Rail, il présente cette fois-ci un projet de loi tendant à mettre gravement en péril notre régime d'assurance-chômage.

Nous voyons poindre à l'horizon l'horrible taxe de vente sur les produits et les services qui obligera chaque Canadien à payer davantage pour à peu près tout ce qu'il se procurera, qu'il s'agisse de produits ou de services. Nous voyons ici miroiter un programme, qu'on ne peut considérer comme secret, visant à changer notre pays du tout au tout et à mettre gravement en péril la structure sociale de base qui nous a rendus fiers d'être Canadiens. Jusqu'à présent, notre pays a été un endroit où l'initiative individuelle et le système de marché ont eu leur place, mais où nous avons aussi bénéficié de mesures fondamentales, comme notre programme d'assurance-chômage, pour assurer, quoi qu'il arrive, aux travailleurs et à leur famille le minimum nécessaire pour mener une existence décente.

• (1630)

Comme je l'ai déjà dit, le programme secret devient de plus en plus évident. Le programme du gouvernement conservateur est caractérisé par la dureté et l'insensibilité: il se soucie de moins en moins des travailleurs de notre pays.

J'exhorte tous les députés à rejeter ce projet de loi lorsque nous voterons dans quelques minutes. S'il n'est pas rejeté, si la majorité conservatrice se rend aux exigences et aux ordres de ses chefs, il ne fait aucun doute, monsieur le Président, que les Canadiens n'oublieront pas les mesures prises dans le cadre du programme secret des conservateurs qui devient de plus en plus manifeste, et le gouvernement actuel sera bel et bien défait aux prochaines élections. Mais jusqu'à ce moment-là, si ce projet de loi est adopté, des centaines de milliers de Canadiens qui perdront leurs prestations d'assurance-chômage ou qui les verront notablement réduites devront, eux et leurs familles, subir des épreuves tout à fait inutiles.

C'est une mesure injuste, monsieur le Président, et je demande instamment à la Chambre de rejeter ce projet de loi.

M. Walker: Monsieur le Président, je remercie le député qui m'a précédé d'avoir si passionnément demandé aux ministériels de tenir compte de cet effort de dernière heure visant à faire reléguer aux oubliettes cette mesure